

J.R. SA. 06.2.2.

p.B.58.71 Afrique austr. - KR/ny  
P.B.51.20(3) ✓

Berne, le 3 octobre 1977

## Conférence de situation

### Afrique australe

L'Afrique australe, terrain de conflits potentiels entre l'URSS et les Etats-Unis depuis la décolonisation des anciennes provinces portugaises est actuellement le théâtre d'intenses efforts diplomatiques. La situation dans cette région reste néanmoins préoccupante, l'enjeu étant considérable et les risques de voir la violence s'instaurer ne doivent pas être sous-estimés.

Les pressions croissantes exercées sur l'Afrique du Sud par les puissances occidentales pour que M. Vorster abandonne la politique d'apartheid ont eu pour effet de durcir la position de Pretoria qui accepte de faire preuve d'une certaine flexibilité en voulant participer constructivement à la solution des problèmes rhodésien et namibien mais qui se refuse obstinément à toutes négociations sur l'introduction de réformes en Afrique du Sud. C'est sur cette toile de fond que nous allons examiner la situation qui règne dans chacun des territoires sus-mentionnés.

### Afrique du Sud

C'est surtout sous l'impulsion de Washington que la condamnation du régime sud-africain est devenue plus vigoureuse qu'auparavant. La rencontre Vorster-Mondale à Vienne le 20 mai, ainsi que les entretiens de l'Ambassadeur américain Andrew Young





- 2 -

avec des représentants des milieux d'affaires à Johannesburg ont démontré que les Etats-Unis étaient décidés à mettre M. Vorster "au pied du mur", même au prix d'éventuelles sanctions économiques afin que ce dernier accorde au plus tôt à la majorité africaine les droits politiques et sociaux dont elle est privée. La pression exercée sur l'Afrique du Sud a pris un caractère international lorsque M. Brejnev a lancé le 6 août au Président Carter un avertissement précisant l'imminence d'essais nucléaires dans le désert de Kalahari. Ce "message" a déclenché une vaste opération diplomatique concertée entre l'URSS, les USA, la France et la Grande-Bretagne (la première de ce genre) qui a contraint Pretoria à renoncer à son "expérience". M. Vorster constatant que l'appui des Occidentaux lui faisait défaut cherche à consolider son pouvoir personnel. C'est dans cette optique qu'il a annoncé le 20 septembre la dissolution de l'Assemblée nationale et des élections générales anticipées pour le 30 novembre prochain. Ces manœuvres électorales ont aussitôt été vigoureusement attaquées par les dirigeants noirs qui ont qualifié ce scrutin "d'exercice futile" en dépit des timides concessions faites dans le projet de nouvelle Constitution en faveur des "Coloured" et des Indiens, deux groupes ethniques qui pourront voter le 30 novembre pour les parlements séparés.

### Namibie

Les 5 pays occidentaux membres du Conseil de Sécurité de l'ONU (USA, F, GB, RFA et Canada) qui avaient dès avril 1977 pris l'initiative d'entamer avec l'Afrique du Sud des négociations sur l'avenir de la Namibie, ont récemment intensifié leurs efforts diplomatiques pour accélérer le règlement d'une solution pacifique. Des progrès ont été enregistrés comme suite aux entretiens qui eurent lieu en mai et en août. Parmi les mesures les



- 3 -

plus décisives, fruit de concessions tant de Pretoria que de la SWAPO (principal interlocuteur nationaliste), il faut signaler la désignation par Pretoria d'un administrateur général de la Namibie qui devrait être assisté d'un représentant de l'ONU. En acceptant ce fait, M. Vorster renonce à instaurer le gouvernement transitoire formé de chefs tribaux qu'il préconisait depuis 1974. Le Juge Marthinus Steyn a donc pris ses fonctions à Windhoek le 1er septembre. Son rôle consistera à organiser des élections générales pour l'Assemblée constituante et à assurer les affaires courantes de la Namibie jusqu'à l'indépendance prévue au 31 décembre 1978.

Une solution négociée bute encore sur plusieurs obstacles, en particulier le refus de la SWAPO de prendre part à des élections, même supervisées par des contingents de l'ONU, tant que les forces armées sud-africaines en Namibie ne se seront pas retirées et que les prisonniers politiques namibiens n'auront pas été libérés. Enfin, ultime pierre d'achoppement qui a fait monter la tension: la décision unilatérale de Prétoria de placer sous administration sud-africaine le port de Walvis-Bay (principal débouché maritime de la Namibie). Retirer l'enclave au futur pays revient à le condamner à dépendre pendant longtemps encore de l'Afrique du Sud.

### Rhodésie

La situation reste préoccupante en Rhodésie. Le plan Owen traduit les efforts de la diplomatie anglo-américaine en vue d'une solution pacifique. Ce document, qui prévoit notamment l'accession de la majorité noire au pouvoir d'ici la fin de 1978, sur la base d'élections générales au suffrage universel après une période transitoire sous surveillance de l'ONU, semble difficilement applicable à court terme, de nombreux obstacles restant à surmonter. Parmi ceux-ci citons: la volonté de résister



du régime de Salisbury, volonté justifiée par une économie encore relativement prospère, l'état de guérilla dans le territoire et la division entre les mouvements de libération. Enfin l'envoi en Rhodésie de forces des Nations Unies prévu dans le plan anglo-américain, ne pourra être mis en application qu'après avoir fait l'objet d'un vote au Conseil de Sécurité. Or il semble que l'URSS, qui n'a actuellement pas intérêt à favoriser une solution négociée, mettra son veto à toute proposition qui n'aurait pas rencontré l'agrément préalable du front patriotique de Mugabe et Nkomo présentement opposé à l'envoi de troupes dans le cadre de l'ONU.

Quant aux pays dits "de la ligne de front" il convient de se pencher brièvement sur l'Angola et le Mozambique.

#### En Angola

L'instabilité politique qui règne de façon chronique depuis l'indépendance de ce pays engendre de dangereuses tensions. L'économie est dans un piètre état après l'exode massif des Portugais. Le parti du Président Agostinho Neto, le MPLA est divisé, mentors cubains et soviétiques agissant selon une idéologie divergente. Quant aux deux autres mouvements politiques, l'UNITA et le FNLA ils restent très forts dans leur zone d'influence respective et continuent de mener une guérilla contre les autorités de Luanda.

Au Mozambique, la situation économique et sociale est officiellement considérée comme alarmante. Le Président Samora Machel doit faire face à une opposition intérieure inquiétante. Les guérilleros de Rhodésie trouvent un soutien important à Maputo qui ne dédaigne pourtant pas d'entretenir d'utiles liens commerciaux avec Prétoria et même Salisbury. Le Président Machel est opposé à une solution qui ferait partir les Blancs.